

Nos références : PU 52762 – VD/MP
Annexe(s) :

PERMIS D'URBANISME

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite :

- situation de la demande : **Rue du Sillon, 19A**
- objet modifié de la demande : **Transformer un immeuble de rapport en une maison unifamiliale partagée pour une initiative d'habitation protégée**

ARRETE :

Art. 1er. Le permis visant à **transformer un immeuble de rapport en une maison unifamiliale partagée pour une initiative d'habitation protégée**, est délivré aux conditions de l'article 2.

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

1° se conformer aux deux plans **52762 – IV** de la situation projetée (référence architecte : plans SIL-PU-PR-001d & 002d, indice D du 21/02/2024), cachetés à la date de délivrance du permis sans préjudice des conditions émises ci-dessous ;

2° respecter les conditions suivantes :

- **tout raccordement à l'égout public doit être réalisé selon les conditions générales des services Vivaqua SCRL – Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles – tél. : 02/518.81.11 – info@vivaqua.be ;**
- **lors du prochain remplacement des menuiseries extérieures de la façade à rue, celles-ci devront respecter les proportions, divisions, matériau et couleur, tels que représentés en situation projetée dans le présent permis ;**

3° ~~s'acquitter des charges d'urbanisme suivantes ;~~

4° ~~respecter les conditions fixées par l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) du __, figurant dans le dossier de demande de permis ;~~

5° ~~prendre en compte les indications particulières de mise en œuvre du permis suivantes ;~~

6° ~~s'acquitter de la somme de __ € correspondant à la redevance en application au règlement sur les redevances en vigueur concernant les dossiers présentés à la commission de concertation ;~~

7° s'acquitter de la somme de **80,67 €** correspondant à la taxe en application au règlement sur les taxes en vigueur concernant les divers actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ;

~~**Art. 3.** Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà d'une durée de __ à dater de la notification du présent permis.~~

Art. 4. Le titulaire du permis doit, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes :

- afficher sur le terrain l'avis, dont un modèle est joint au présent permis, indiquant que le permis a été délivré, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes ;
- avertir, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis et de l'affichage, conformément aux modalités jointes au présent permis.

Art. 5. Si le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le présent permis, celui-ci est exécutoire 20 jours après sa réception (*application art. 157 CoBAT*)

Art. 6. Dès l'achèvement des actes et travaux autorisés par le présent permis et avant toute occupation, le collège des bourgmestre et échevins sollicite du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) une visite de contrôle, sanctionnée par une attestation de (non-) conformité, à moins qu'il s'agisse d'actes et travaux qui en sont dispensés par le Gouvernement.

Art. 7. Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers. Il ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

FONDEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE :

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juin 2004 déterminant les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme dispensés de l'avis préalable, de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité du Service incendie et d'aide médicale urgente ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 2004 relatif aux permis d'urbanisme à durée limitée ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

~~Vu le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) approuvé le _ et dénommé ;~~

~~Vu le plan particulier d'aménagement approuvé en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou en application de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qu'il s'agit du plan particulier d'affectation du sol dénommé _ et approuvé le ;~~

~~Vu le permis de lotir non périmé délivré en date du ;~~

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

Vu le règlement communal d'urbanisme (RCU) entré en vigueur le 17/10/2019 ;

INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET MOTIVATION DE LA DECISION :

La décision est prise pour les motifs suivants :

Considérant que la demande a été introduite en date du **28/12/2022** ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande porte la date du **02/05/2023** ;

Considérant que la demande déroge au(x) règlement(s) d'urbanisme visé(s) ci-dessus, en ce qui concerne :

- **dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;**
- **dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne ;**
- **dérogation à l'article 10 du Titre II du RRU – éclairage naturel ;**

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que l'enquête

publique s'est déroulée du **24/08/2023** au **07/09/2023** et que **35** observations et **8** demandes à être entendu ont été introduites ;

Vu l'avis de la commission de concertation du **14/09/2023** ;

Considérant que l'avis de la commission de concertation a tenu lieu d'avis conforme et/ou de décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué, qu'il est libellé comme suit : «

- **Vu que le bien se situe en zone d'habitation suivant le Plan Régional d'Affectation du Sol – A.G du 3 mai 2001 ;**
- **Vu que le bien se situe Rue du Sillon au n° 19 A, immeuble de rapport mitoyen R+02+TM, implanté sur une parcelle de 289m² cadastrée 1^{ère} Division – Section A – n° 329 a 3 ;**
- **Vu que la demande vise à mettre en conformité la transformation d'un immeuble de rapport en logements communautaires pour une initiative d'habitation protégée, à ajouter un escalier extérieur en métal, à modifier les baies en façade arrière ;**
- **Vu que la demande a été introduite le 28/12/2022, que le dossier a été déclaré complet le 02/05/2023 ;**
- **Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 24/08/2023 au 07/09/2023, et que 35 courriers ont été introduits ; qu'ils abordent en substance les sujets suivants :**
 - **Implantation inadéquate qui ne répondra pas aux besoins de personnes qui luttent contre des problèmes de santé mentale, qui aura des conséquences sur la sécurité et le bien-être des résidents de la rue.
Endroit inapproprié qui ne préservera pas l'intégrité du quartier, sa tranquillité et son calme.**
 - **Sceptique quant à l'arrivée de ce projet dans une rue calme, familiale et pleine de quiétude, bordée d'écoles.
Inquiétude de déséquilibrer la sérénité résidentielle du quartier.**
 - **Projet qui nuirait à la quiétude, l'ambiance familiale et la sécurité de la rue.
Dangers à côtoyer l'agressivité inhérente des personnes souffrant d'addiction.**
 - **Craintes et réserves sur l'impact négatif qu'engendrerait le projet sur un quartier calme, sécurisé, présentant des habitations mitoyennes entourées d'écoles et d'infrastructures sportives, où il fait bon vivre.**
 - **Projet qui modifierait négativement la qualité de vie, qui serait une nuisance définitive et irrévocable dans un quartier résidentiel.
Le parc culturel de la rue deviendrait infréquentable, tout comme la passerelle d'accès au centre commercial.**
 - **Vue plongeante invasive sur les jardins depuis les escaliers extérieurs de secours, sensation d'être observé et intimité exposée au regard des utilisateurs des balcons.
Infrastructure imposante, davantage balcon de confort qu'escalier de secours, qui priverait l'îlot de verdure de toute intimité (petits jardins et buvette d'un club de tennis).
Sortie de secours en dérogation qui dénaturerait l'ensemble des façades arrière de l'îlot.
Escalier disproportionné, mirador qui créerait des vues plongeantes et des vis-à-vis dommageables.
Utilisation dépourvue de sens et complètement irresponsable compte tenu des utilisateurs (personnes instables).**
 - **Densification du nombre de logement (de 4 à 8), suppression de l'unique emplacement de parking malgré l'augmentation du nombre de logements.**
 - **Quid du stationnement des occupants et de leurs visiteurs dans une rue étroite à sens unique déjà saturée ?
Quid impact sur le plan de stationnement, quelle offre en mobilité douce ?**
 - **Nécessité à reconsidérer l'emplacement de ce type de projet et à explorer d'autres options plus appropriées pour atteindre les objectifs de réinsertion.
Projet nullement adapté tant dans un contexte urbanistique que démographique.
Implantation qui engendrerait un climat qui ne ferait que renforcer l'isolation des personnes fragilisées en situation délicate.
Emplacement inapproprié en raison des nombreuses tentations.
Environnement du quartier inadapté à la réhabilitation – envisager des alternatives**

- qui peuvent offrir un environnement sûr et propice au rétablissement des résidents.
- Soutien à l'initiative de créer des lieux d'accueil pour les personnes souffrant de déficiences psychologiques mais préoccupation et réticence quant à l'emplacement spécifique du projet.
Le bien-être de tous les résidents, les besoins et intérêts de toutes les parties, doivent être de priorité absolue et être prises en compte de manière équitable.
 - Profond respect pour le rôle essentiel d'une telle initiative, réserves émises pas sur base de préjugés mais en considérant l'avenir du quartier et la dynamique fragile qui le rend si attrayant – qualité de vie, zone résidentielle calme et familiale, havre de sécurité et de sérénité entouré d'écoles et fréquenté par des familles.
 - Coexistence hasardeuse et inappropriée d'une structure juxtaposée à un environnement familial (avec de nombreux enfants et personnes âgées) qui ne pourra qu'engendrer des situations complexes moins épanouissantes et qu'augmenter le niveau d'incertitude et d'insécurité.
 - Un quartier résidentiel n'est pas un environnement favorable à la réadaptation et la réintégration réussie dans la société – source de tensions et de conflits avec le voisinage, risques d'activités répréhensibles impactant la sécurité publique, comportements perturbateurs indésirables compte tenu de la présence de nombreux enfants dans le quartier.
 - Questionnement par rapport au projet même de l'asbl : quel est le public concerné (types de troubles psychiatriques, toxicomanes, repris de justice, ...), quel est le risque d'insécurité, est-il acceptable à côté d'une école, d'un parc, d'un centre commercial fréquenté.
Quid de la proximité avec le Peterbos connu pour les problèmes liés à la drogue qui pourraient être importés rue du Sillon ?
 - Projet délicat qui vise à établir un centre de logement et soins pour personnes dans une situation de détresse physique, mentale et sujettes à des assuétudes diverses, réinsertion d'anciens toxicomanes, personnes au passé trouble.
Nécessité impérative de mettre en place des mesures de sécurité solides, de prévoir une évaluation des risques.
 - Impact négativement la valeur des logements environnants, causera une dévalorisation immobilière en raison de la modification de l'image d'un quartier qui était familial paisible et sécuritaire.
 - Satisfaction face à un projet d'une association qui depuis des années effectue un travail remarquable, en favorisant l'inclusion de personnes en situations difficiles, en favorisant la solidarité et l'humanité dans les quartiers.
Dans la mesure où le projet contribuera à un hébergement aisé aux personnes dans le besoin, soutien à cette initiative au bénéfice d'une psychiatrie moderne, efficace et humaine.
 - Manquement des autorités communales au devoir de consultation et d'information des riverains (concertation préalable avec les personnes les plus impactées, discussions constructives).
Communauté locale pas suffisamment informée ou consultée au sujet d'une décision aussi importante pour la vie quotidienne du quartier.
- Vu que la demande est soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :
- application de la prescription générale 0.6. du PRAS – atteintes aux intérieurs d'îlots ;
 - application de la prescription particulière 2.5.2° du PRAS – modifications des caractéristiques urbanistiques ;
 - application de l'article 126 §11 du COBAT – dérogation au Règlement Régional d'Urbanisme :
 - dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;
 - dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne ;
- Vu l'archive communale à cette adresse :
- n° 27220 (PU 20482) – construire une maison – permis octroyé le 09/07/1935 ; la situation existante ne correspond plus à la situation de droit pour la construction d'une extension au rez-de-jardin, pour le changement d'aspect des menuiseries extérieures en façade à rue ; les plans ne sont pas à jour en ce qui concerne le nombre de logements autorisés, l'aménagement et l'utilisation des lieux ;

- Vu les renseignements cadastraux, le bien est répertorié en tant que maison sans cave habitable qui comprend 4 logements ;
- Vu la mise en demeure (I 2021/4003), dressée en date du 23/12/2021, il a été constaté que des travaux ont été réalisés sans qu'une demande de permis n'ait été introduite – construction d'annexes au rez-de-jardin et affectation de ce dernier en logement ;
- Considérant que le bien en situation de droit est une maison de rapport qui se compose de 3 unités de logement avec des pièces communes au sous-sol semi enterré/rez-de-jardin ; les combles sont aménagés – chambre en partie mansardée, grenier en partie sous versant ;
- Considérant que le projet vise à rénover la maison des années 1930 en une maison communautaire pour une initiative d'habitation protégée, à prévoir 8 unités de logement avec sanitaires privatifs et des espaces mutualisés à chaque niveau, à ajouter un nouvel escalier extérieur qui sert de chemin d'évacuation et d'accès au jardin pour toutes les unités ; que les 2 annexes construites au niveau du rez-de-jardin seront démolies, la cour rétablie servant d'interface entre l'espace polyvalent et le jardin ;
- Considérant qu'en séance, la directrice administrative de l'association a tenu à détailler le projet – ouverture d'une maison supervisée de logements accompagnés qui s'adresse à des personnes qui ont rencontré des difficultés d'ordre psychologique. Ces personnes sont tout à fait stabilisées quand elles sont admises dans le projet qui correspond au dernier stade d'autonomie individuelle avant le retour à une vie sociale totalement indépendante. Elles sont accueillies pendant une durée limitée de séjour (2 ans), en tant que locataire de leur logement, afin de s'essayer à une vie autonome tout en pouvant au besoin bénéficier d'un accompagnement. Les 5 autres maisons comparables existantes, implantées dans des quartiers résidentiels (3 à Anderlecht, 2 à Schaerbeek), ne rencontrent pas de problèmes avec le voisinage.
- Considérant que le projet repose sur une division des espaces intérieurs entre espaces mutualisés et espaces privatifs de jouissance exclusive, chaque pièce devient une entité privée (8) ou commune (5), les pièces communes aux étages sont polyvalentes et interchangeable (avec ou sans kitchenette) – plan type (du rez aux combles) réparti en une entité privative à rue, un espace commun au centre et une entité privative côté jardin ; que l'aménagement projeté est le suivant :
 - demi sous-sol espaces communs
local vélos/buanderie en place du garage, local technique, espace mutualisé cuisine/salon de 36,70m² avec sanitaire et accès cour/jardin/escaliers extérieurs
 - rez-bel-étage espaces communs – hall d'entrée, bureau, terrasse/escaliers extérieurs
espaces privatifs – 2 chambres avec sanitaire (sdd et wc)
 - +01 espaces communs – hall d'entrée, salon, terrasse/escaliers extérieurs
espaces privatifs – 2 chambres avec sanitaire (sdd et wc)
 - +02 espaces communs – hall d'entrée, cuisine/sàm, terrasse/escaliers extérieurs
espaces privatifs – 2 chambres avec sanitaire (sdd et wc)
 - +03/combles espaces privatifs – 2 chambres avec sanitaire (sdd et wc), une mansardée, l'autre sous pente avec mezzanine
- Considérant que la *prescription générale 0.6., atteintes aux intérieurs d'îlots*, est d'application en ce que la densité du bâti et la qualité paysagère de l'intérieur d'îlot sont impactées ; que le changement d'utilisation et la densité d'occupation occasionnent des nuisances en intérieur d'îlot et préjudicient le voisinage ; que les extensions non conformes sont démolies ; que des escaliers extérieurs et des balcons sont prévus de la cour au +02 ; que ces escaliers connectent entre-elles les pièces communes de toute la maison et les espaces extérieurs communs (cour et jardin) ;
- Considérant que l'utilisation de terrasses impacte le niveau sonore de l'intérieur d'îlot ; qu'en façade latérale, leur position en surplomb sur le parcellaire voisin crée des vis-à-vis gênants et des vues dommageables qui ne préservent pas l'intimité du voisinage ;
- Considérant que la demande ne fait plus état de la présence de la citerne d'eau de pluie d'origine en zone de cour ; qu'il convient d'envisager une temporisation et une réutilisation des eaux pluviales ;
- Considérant que la zone de terrasse n'est pas clairement définie et diffère d'une représentation à l'autre (plan et axonométrie) ; qu'il convient de proposer un matériau le plus perméable possible ;

- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre I, articles 4 & 6, profondeur et hauteur d'une construction mitoyenne*, en ce que terrasses et escaliers extérieurs dépassent les gabarits des constructions mitoyennes ;
- Considérant qu'en façade latérale, la profondeur du bâti est augmentée de 5,25m sur une hauteur de 6,50m (hors garde-corps) ; que le retrait minimal de 3,00m de la limite mitoyenne droite n'est pas observé (= 2,05m) ;
- Considérant que le jardin est mutualisé ; qu'hormis les combles (+03), tous les niveaux peuvent y accéder par les escaliers extérieurs ; qu'il convient de réduire les nuisances pour le voisinage et de n'envisager qu'un dispositif exclusivement de secours à l'emprise limitée ou d'inclure le deuxième chemin d'évacuation (si indispensable) dans l'enveloppe du bâti existant ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre II, article 3, superficie minimale*, en ce que toutes les pièces n'atteignent pas les minima requis (chambre sous pente) ; que dans les combles, la superficie à prendre en compte est celle qui correspond à une hauteur sous plafond de minimum 1,50m ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre II, article 4, hauteur sous plafond*, en ce que la hauteur minimale de la mezzanine sous combles (2,30m sur au moins la moitié de la surface) n'est pas atteinte ; que la mezzanine ne peut être considérée comme une surface habitable ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre II, article 5, mezzanine*, en ce que telle que projetée, la mezzanine ne pouvant servir que d'espace de rangement, il y a lieu de supprimer l'escalier pour augmenter la superficie utile du +02 et ne prévoir qu'une trappe d'accès ;
- Considérant que la demande déroge au *RRU, Titre II, article 10, éclairage naturel*, en ce que toutes les pièces habitables en façade arrière doivent atteindre le minimum d'1/5^{ème} de la superficie plancher ; qu'il convient de s'y confirmer et de les indiquer sur plan ;
- Considérant que la demande ne répond pas au *RRU, Titre II, article 19, bon aménagement des lieux*, et ce pour les points suivants :
 - Suppression des caves (espace privatif de rangement), emplacements vélos insuffisants, absence de local poubelles ;
 - Rénovation qui supprime de nombreuses boiseries intérieures (portes en bois avec vitraux et verres à reliefs), qui modifie la circulation entre les pièces d'un même niveau, rompt la transversalité ;
 - Densification des parties habitées de l'immeuble ; aucune mixité dans la typologie des unités de logement proposées ;
 - Aménagement hypothéquant la reconversion et la réorganisation de l'immeuble en logement familial ;
 - Création de 2 unités au +03 alors que la configuration et les surfaces utiles ne permettent qu'une unité à ce niveau ;
 - Modification du cadre VI de l'Annexe I – l'information de 4 unités d'habitation renseignée dans la case « logement » n'est pas en corrélation avec le projet qui en représente 8 sur plan ;
- Considérant qu'afin de ne pas hypothéquer la reconversion de l'immeuble, il convient de ne pas densifier les parties habitées de l'immeuble, de dédensifier l'emprise du bâti pour moins préjudicier le voisinage en intérieur d'îlot, de limiter les dérogations au Titre II du RRU ;
- Considérant qu'en l'état, les dérogations sont importantes et attestent d'une exploitation excessive de la parcelle ; que les extensions volumétriques ne s'intègrent pas à la configuration des lieux ;
- Considérant que la subdivision de l'immeuble doit également répondre aux *Recommandations relatives à la (sub)division d'immeubles en vue de créer des entités de logement supplémentaires* – approuvées par le Collège des Bourgmestre et Échevins, séance du 17/07/2018 ; que notamment les conditions suivantes ne sont pas respectées :
 - tous les logements sont conformes au Titre II du RRU – normes d'habitabilité ;
 - tous les logements sont traversants ;
 - les petits logements inférieurs à 60m² ne peuvent représenter que maximum 25% de la superficie habitable ;
 - une offre diversifiée de type de logements est proposée ;
- Considérant que la situation de la parcelle est en zone C pour l'accessibilité (titre VIII du RRU) ; que le projet ne bénéficie pas d'une bonne desserte en transports en commun ; que l'emplacement couvert pour voiture est supprimé ; qu'il y a lieu de

proposer une alternative adéquate de mobilité douce en prévoyant 1 emplacement vélo par chambre ;

- Considérant que la *prescription particulière 2.5.2° du PRAS* est d'application en ce qu'en façade à rue des modifications ont été apportées ;
- Considérant qu'hormis la porte d'entrée, toutes les boiseries extérieures en façade à rue ont été remplacées par du PVC brun, sans respect des divisions d'origine ; que la porte de garage a été remplacée par une porte sectionnelle gris clair ; que la corniche et les encadrements des baies de lucarne présente une planche de rive métallique noire ; que la composition d'ensemble de la façade en est affectée ;
- Considérant qu'en façade à rue, il y a lieu d'unifier et d'harmoniser les menuiseries extérieures (aspect, hauteur d'imposte), de rétablir la boiserie de la corniche ;
- Considérant que lors du prochain remplacement des menuiseries extérieures de la façade à rue, celles-ci devront respecter les proportions, divisions, matériaux et couleurs, tels que représentés en situation projetée dans la présente demande ;
- Considérant que la façade arrière est isolée par l'extérieur, que les emplacements et les dimensions des baies sont modifiés ; que les couleurs n'étant pas définies, la proposition décrite dans la note explicative ne peut être appréciée ;
- Considérant que dans le cas où la proposition PEB prévoit des grilles de ventilation au niveau des fenêtres (locaux secs en façade avant), il y a lieu de respecter cette proposition et de prévoir des grilles de type invisible ;
- Considérant que la demande doit se conformer strictement aux prescriptions émises dans le rapport de prévention incendie – T.2023.0373/1 – du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de Bruxelles-Capitale, en date du 26/06/2023 ;
- Considérant, de ce qui précède, que le projet – moyennant modifications – s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux ;

AVIS FAVORABLE unanime en présence du représentant de la D.U. à condition de :

- Dédensifier la présence du bâti – supprimer les escaliers extérieurs en façade arrière ;
- Dédensifier les parties habitées de l'immeuble – soit en aménageant un maximum de 4 unités privatives, soit en proposant une unité de logements partagés (maison unifamiliale) avec un maximum de 7 espaces privatifs de jouissance exclusive et des espaces mutualisés adaptés ;
- Proposer un emplacement vélo par chambre ;
- Requalifier les menuiseries de la façade à rue (châssis bois moulurés, porte d'entrée d'origine conservée, hauteurs d'imposte unifiées) en veillant à les harmoniser entre elles ; rétablir l'aspect d'origine de la corniche ;
- Modifier le cadre VI de l'Annexe I en précisant le nombre d'unités dans la case adéquate ; compléter le cadre VIII ;

Considérant la modification du CoBAT, approuvée par arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 26 juillet 2013 ; que les dérogations au Règlement régional d'urbanisme, Titre I – articles 4 et 6 (telles que limitées dans les conditions) et Titre II – article 10 (en façade à rue) sont acceptées moyennant le respect des conditions susmentionnées.

Des plans modifiés de la situation projetée devront être soumis au Collège des Bourgmestre et Échevins avant délivrance du permis d'urbanisme (application de l'article 191 du code bruxellois de l'aménagement du territoire).

Les documents modificatifs ou les renseignements manquants doivent être communiqués dans un délai maximum de 6 mois. A défaut, l'autorité statue en l'état. »

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a notifié, en date du 20/09/2023, la décision d'imposer des conditions impliquant des modifications aux plans déposés à l'appui de la demande (*art. 191 du CoBAT*) ; que les plans modifiés ont été notifiés au collège des bourgmestre et échevins en date du 27/02/2024 et que la demande modifiée n'a pas dû être soumise à de nouveaux actes d'instruction ;

avis favorable :

- Considérant l'avis de la commission de concertation du 14/09/2023 ;
- Considérant que la commission de concertation a émis un avis favorable unanime sous réserve de répondre aux conditions listées dans l'avis susmentionné ;
- Considérant que le dossier modificatif introduit le 14/11/2023 a été adapté le 27/02/2024 et déclaré complet le 07/03/2024 ; que les conditions prescrites ont été remplies en ce que :
 - L'escalier extérieur a été complètement supprimé et remplacé par une échelle de secours rétractable, limitée à une utilisation en cas d'évacuation d'urgence ;
 - La maison a été réagencée en habitat unifamilial partagé ; le sous-sol et le rez-de-chaussée sont aménagés en espaces mutualisés (salon, sàm/cuisine, séjours (2), bureau, wc (2), garage à vélos, terrasse, cour et jardin) ; les espaces privés de jouissance exclusive (8) prennent place aux étages (3 au +01, 3 au +02, 2 au +03), les 2 chambres arrière ont des sanitaires privés (sdd et wc), 3 autres sanitaires (1 sdd et wc situés à chaque niveau) sont chacun partagé par maximum 2 chambres ;
 - La nouvelle répartition spatiale est qualitative en ce qu'elle permet de préserver au rez-de-chaussée les menuiseries intérieures munies de vitraux, la transversalité et la circulation interne du bel-étage, tout comme le volume des espaces ; cette distribution permet de proposer une séparation jour/nuit et de garantir la reconversion potentielle de l'immeuble en une maison d'habitation résidentielle ;
 - L'accès au garage à vélos (en lieu et place du stationnement couvert motorisé), qui comporte 8 emplacements, est aisé et direct depuis la rue ;
 - En façade à rue, les menuiseries extérieures projetées sont en bois mouluré peint en vert, les divisions sont harmonieuses ; l'aspect de la boiserie de la corniche est rétabli ;
 - Les informations renseignées dans la demande ont été adaptées en conséquence ;
- Considérant que le projet tel que modifié s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux.

Fait en séance du 19/03/2024

Pour le Collège :

Par ordonnance,
La Secrétaire communale ff.,

Par délégation :
L'Echevin de l'Urbanisme et de
l'Environnement,

N. COPPENS

A. KESTEMONT

Notification du présent permis est faite simultanément, par envoi recommandé, au demandeur et au fonctionnaire délégué. (Références dossier régional : 01/DER/1866710)

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement dans les trente jours de la réception de la présente décision du collège des bourgmestre et échevins. Ce recours est adressé au Gouvernement par la voie électronique ou par lettre recommandée à la poste.

EXTRAITS DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

La législation peut faire l'objet de modifications. Toute la législation urbanistique actualisée est disponible sur le site régional de l'urbanisme

Décision du collège des bourgmestre et échevins

Article 126, § 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.

Article 126, § 7 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement favorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, la commission de concertation, dans son avis, accorde, le cas échéant, les dérogations visées au § 11.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre ensuite le permis, sur la base de l'avis conforme de la commission de concertation. Le permis reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126, § 8 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement défavorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, le collège des bourgmestre et échevins refuse le permis. La décision de refus reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126 § 9 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sous réserve du § 4, lorsqu'il n'existe pas, pour le territoire où se situe le bien, de plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou de permis de lotir non périmé, la demande est soumise à l'avis du fonctionnaire délégué.

La commune transmet au fonctionnaire délégué, par recommandé ou par porteur, l'ensemble des documents déterminés par le Gouvernement et informe le demandeur de cette transmission dans le délai suivant :

- lorsque la demande n'est pas soumise aux mesures particulières de publicité : simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet ;

- lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité : dans les dix jours de l'avis de la commission de concertation ou dans les dix jours de l'expiration du délai imparti à la commission de concertation pour émettre son avis ou, lorsque cet avis n'est pas requis, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique.

Le délai imparti au fonctionnaire délégué pour envoyer son avis au collège des bourgmestre et échevins est de quarante-cinq jours à compter de la réception des documents visés à l'alinéa précédent. À défaut, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà de ce délai. Si l'avis du fonctionnaire délégué est notifié dans le délai, le Collège des bourgmestre et échevins ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, le permis devant reproduire le dispositif de l'avis du fonctionnaire délégué.

En dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation et que celle-ci a émis un avis favorable qui ne répond pas aux exigences du § 7, le fonctionnaire délégué est présumé favorable à la demande si, dans les huit jours de la réception des documents visés à l'alinéa 2, il n'a pas envoyé au collège des bourgmestre et échevins sa décision d'émettre son avis motivé dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 126 § 10 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque celles-ci ne sont pas accordées par la commission de concertation, les dérogations visées au § 11 sont accordées par le fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué se prononce sur les dérogations dans les mêmes conditions et dans le même délai que ceux visés au § 9. À défaut, de décision rendue dans le délai imparti, les dérogations sont réputées refusées.

Article 325, § 1er, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Les plans particuliers d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 29 mars 1962 restent en vigueur. Ils sont dénommés "plans particuliers d'affectation du sol". Il peut y être dérogé aux mêmes conditions que celles prévues par le présent Code pour les plans particuliers d'affectation du sol.

Toutefois, l'article 126, § 9, est d'application à la procédure de délivrance des permis et certificats dans le périmètre des plans particuliers d'aménagement, approuvés en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Exécution du permis

Article 157 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le permis délivré en application de l'article 156 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le permis.

Le délai visé à l'alinéa 1er prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 101, § 7.

Le permis doit reproduire le texte de l'alinéa premier.

Modalités de publicité

Article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1er, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Articles 2 à 6 et annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme :

OBLIGATION D'AFFICHAGE

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1er, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1er. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

ANNEXE : AVIS D'AFFICHAGE

Région de Bruxelles-Capitale

Commune de

AVIS

Application de l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT).

Permis d'urbanisme (1)

Permis de lotir n° (1)

délivré le

à

par

prorogé le (1)

prorogation reconduite le (1)

OBJET DU PERMIS :

DUREE PREVUE DU CHANTIER :

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :

Nom :

Adresse :

N° de téléphone :

HORAIRES DU CHANTIER :

(1) Biffer la mention inutile.

OBLIGATION D'AVERTISSEMENT

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;

2° son nom ou sa raison sociale;

3° la date de commencement des actes ou travaux;

4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;

5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

NB : un modèle informatique de l'avis d'affichage et de l'avertissement - à compléter et imprimer- sont disponibles sur le site régional de l'urbanisme

Article 192, alinéa 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque le permis est délivré afin de faire cesser une des infractions visées à l'article 300, il fixe le délai endéans lequel les travaux nécessaires à la cessation de l'infraction doivent être entamés ainsi que le délai endéans lequel ces travaux doivent être achevés.

Modification du permis d'urbanisme

Article 102/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1^{er}. Conformément aux dispositions du présent Titre, sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire d'un permis d'urbanisme peut solliciter la modification de ce permis aux conditions suivantes :

1° les modifications demandées ne peuvent pas porter sur des travaux déjà réalisés;

2° la modification ne porte que sur les droits issus du permis qui n'ont pas encore été mis en œuvre;

3° tous les recours administratifs ouverts à son encontre par le présent Code ou les délais pour les intenter sont épuisés.

§ 2. La demande de modification est introduite auprès de l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme initial, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 123/2 est rencontrée ;

- Lorsque le permis d'urbanisme initial a été délivré sur recours par le Gouvernement, la demande de modification est introduite auprès du fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsqu'elle accorde la modification du permis, l'autorité ne peut porter atteinte aux éléments du permis d'urbanisme qui ne sont pas modifiés par la demande.

§ 4. L'introduction d'une demande de modification n'emporte pas renonciation au bénéfice du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

§ 5. Le Gouvernement arrête la composition obligatoire du dossier de modification du permis d'urbanisme.

Péremption et prorogation

Article 101 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Sous réserve des hypothèses visées au § 3, le permis est périmé si, dans les trois années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 98, § 1er, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 100.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis. Dans cette hypothèse, la péremption affecte :

- la partie non réalisée du permis, si la partie réalisée peut être considérée, au sein de celui-ci, comme un élément autonome, apprécié et autorisé comme tel par l'autorité délivrante ;

- l'entièreté du permis, dans le cas contraire.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

§ 2. A la demande du titulaire du permis, les délais visés au § 1er peuvent être prorogés par période d'un an, lorsque le demandeur justifie soit qu'il n'a pu mettre en œuvre son permis soit qu'il a dû interrompre ses travaux en raison de la survenance d'un cas de force majeure ou de la nécessité de conclure un ou plusieurs marché(s) public(s).

La demande de prorogation doit intervenir, à peine de forclusion, deux mois au moins avant l'écoulement du délai de péremption.

Le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur la demande de prorogation lorsque le permis a été délivré par celui-ci. Dans les autres cas, le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande de prorogation.

A défaut de décision de l'autorité compétente au terme du délai de péremption, la prorogation demandée est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation ne peut pas faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

§ 3. En dérogation au § 1er, pour les permis portant sur des zones d'espaces verts ou visés à l'article 123/2, § 1er, 1° à 3°, qui autorisent des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné, le délai de péremption peut être fixé à dix ans pour les actes et travaux concernés. Dans cette hypothèse, l'interruption des actes et travaux pendant plus d'un an n'entraîne pas la péremption du permis et § 2 n'est pas applicable.

§ 4. Dans tous les cas où, en application du présent Code, le permis d'urbanisme est suspendu, le délai de péremption est lui-même suspendu, et ce pour toute la durée de suspension du permis.

§ 5. Au cas où des actes ou travaux de dépollution du sol doivent être exécutés avant la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le permis et son délai de péremption sont suspendus de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la bonne exécution de ces actes ou travaux préalables.

§ 6. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre d'un permis d'urbanisme devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interruption des actes et travaux autorisés par ce permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 7. En cas de projet mixte au sens de l'article 176/1, le permis d'urbanisme et son délai de péremption sont suspendus tant que le permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

Le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application du présent Code, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par le présent Code ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter, sont épuisés.

Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre du permis d'environnement devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis d'urbanisme est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interdiction de mise en œuvre du permis d'environnement est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 8. La présente disposition n'est pas applicable aux permis d'urbanisme si et dans la mesure où ils autorisent des actes et travaux visant à mettre fin à une infraction visée à l'article 300.

Article 101/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Par dérogation à l'article 101, lorsque l'exécution d'actes et travaux ainsi que, le cas échéant, de charges d'urbanisme est prévue par phases, conformément à l'article 192, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption visé à l'article 101, § 1er. Le laps de temps séparant le point de départ de deux phases successives ne peut pas excéder trois ans.

Le délai de péremption relatif à chaque phase peut faire l'objet d'une prorogation selon les modalités reprises à l'article 101, § 2.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme :

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Suspension et annulation

Article 161, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Le Gouvernement détermine les documents que le collège des bourgmestre et échevins joint à l'expédition de la décision délivrant le permis qu'il notifie au fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué vérifie la conformité du permis à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux conditions de l'arrêté du Gouvernement de refus d'ouverture de procédure de classement portant sur le bien qui fait l'objet du permis.

Dans le délai visé à l'article 157, § 1er, alinéa 1er, le fonctionnaire délégué, en cas de non-conformité, suspend la décision du collège des bourgmestre et échevins et notifie sa décision de suspension au collège des bourgmestre et échevins, au titulaire du permis et au Collège d'urbanisme. Cette décision de suspension du permis est motivée.

§2. Le fonctionnaire délégué peut suspendre le permis lorsqu'il estime que les travaux autorisés par ce permis sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux, dès que le Gouvernement a décidé l'adoption ou la modification du plan régional d'affectation du sol ou d'un plan d'aménagement directeur.

Article 162 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire:

Dans les soixante jours de la notification de la suspension visée à l'article 161, le Gouvernement, sur avis du Collège d'urbanisme, annule le permis s'il y a lieu et notifie sa décision simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au demandeur.

Le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué et le titulaire du permis ou son conseil, sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie et le fonctionnaire délégué sont invités à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme. Dans ce cas, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de la notification de l'annulation dans les délais précités, la suspension est levée. Le permis reproduit le texte de l'article 161, et les alinéas premier et deuxième du présent article.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Recours au Gouvernement (beroep-recours@gov.brussels)

Article 188/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre :

- de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué, dans les trente jours de la réception de celle-ci ;
- de la décision implicite de refus de sa demande, dans les trente jours de l'expiration du délai imparti au fonctionnaire délégué pour statuer sur celle-ci.

Lorsque la commune n'est ni la demanderesse de permis, ni l'autorité initialement compétente pour délivrer celui-ci, le Collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Sous peine d'irrecevabilité, il est adressé en même temps au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Le recours est adressé au Gouvernement, qui en transmet copie, dès réception, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée.

Le Collège d'urbanisme procède à une audition lorsque celle-ci est demandée. Cette demande est formulée dans le recours ou, s'agissant de l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée, dans les cinq jours de la notification du recours par le Gouvernement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction du recours et d'organisation de l'audition.

Article 188/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prolongé comme suit lorsque le Collège d'urbanisme constate que la demande doit être soumise aux actes d'instruction suivants :

- 1° trente jours lorsque la demande est soumise à l'avis d'administrations ou d'instances ;
- 2° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à une enquête publique ;
- 3° quarante-cinq jours lorsque l'enquête publique est organisée partiellement durant les vacances d'été ;
- 4° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation ;

Dans ces hypothèses, le Collège d'urbanisme informe les parties et le Gouvernement des mesures sollicitées et de la durée de la prolongation des délais.

A défaut d'avis émis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Article 188/3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les soixante jours :

- de la notification de l'avis du Collège d'urbanisme ;
- ou, à défaut d'avis rendu dans le délai imparti, de l'expiration de ce délai.

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 1er, chacune des parties peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Lorsque ce rappel est envoyé par le Collège des bourgmestre et échevins, celui-ci en adresse simultanément une copie au demandeur en permis par lettre recommandée. A défaut, la lettre de rappel ne porte pas d'effets.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours à compter de l'envoi du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision aux parties, l'avis du Collège d'urbanisme tient lieu de décision. A défaut d'avis du Collège d'urbanisme, la décision qui a fait l'objet du recours est confirmée.

Article 188/4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1er. Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut modifier sa demande de permis.

Toutefois, lorsque la demande de permis est soumise aux mesures particulières de publicité en application de l'article 188/2, la demande ne peut être modifiée entre la date d'introduction du recours et la fin des mesures particulières de publicité ou l'échéance du délai de leur réalisation visé à l'article 188/8 ou 188/9.

§ 2. Le demandeur avertit le Gouvernement par lettre recommandée de son intention de modifier sa demande de permis. Le délai visé à l'article 188/3 est suspendu à dater de l'envoi de la lettre recommandée.

§ 3. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification adressée au Gouvernement, les modifications sont introduites par le demandeur.

Passé ce délai, la demande de permis est caduque.

§ 4. Dans les trente jours de la réception de la demande modifiée, le Gouvernement vérifie si le dossier est complet et si la demande modifiée doit à nouveau être soumise à des actes d'instruction eu égard aux conditions visées au § 5, et adresse au demandeur, par lettre recommandée, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants ; le Gouvernement délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.

Si, dans les six mois de la notification du caractère incomplet du dossier, le demandeur ne communique aucun des documents

ou renseignements manquants, la demande de permis est caduque. Si le demandeur communique une partie de ces documents, il est à nouveau fait application des dispositions du présent paragraphe.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans les délais visés à l'alinéa 1er, la suspension visée au § 2 est levée et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir le lendemain de l'échéance du délai visé à cet alinéa.

§ 5. Lorsque les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11, qu'impliquait le projet initial, le Gouvernement statue sur la demande modifiée, sans qu'elle ne soit à nouveau soumise aux actes d'instruction déjà réalisés.

La suspension visée au § 2 est levée à la date d'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé au § 4, et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir.

Article 188/5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.

En outre, le Gouvernement peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Les alinéas précédents sont applicables à l'avis du Collège d'urbanisme lorsque celui-ci tient lieu de décision conformément à l'article 188/3.

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

Article 1er. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° CoBAT : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

2° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;

3° Recours : le recours en réformation introduit auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 188/1 du CoBAT.

Art. 2. Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.

Art. 3. Dès la réception du recours, le Gouvernement notifie, par la voie électronique, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision est contestée, une copie du recours accompagnée, s'il échet, d'une copie des documents qui y sont joints.

Dès la réception de la notification visée à l'alinéa 1er, l'autorité dont la décision est contestée adresse deux copies conformes du dossier administratif au Collège d'urbanisme.

Art. 4. L'autorité dont la décision est contestée peut demander à être entendue, par la voie électronique ou par la voie postale, dans le délai prévu à l'article 188/1, alinéa 4, du CoBAT. Cette demande est adressée au Gouvernement qui la fait suivre, dès réception, au Collège d'urbanisme.

Art. 5. Lorsqu'une partie a demandé à être entendue, le Collège d'urbanisme convoque toutes les parties au plus tard huit jours avant la date de l'audition.

La convocation est adressée par la voie électronique à l'autorité dont la décision est contestée, et peut être adressée par cette voie au demandeur de permis ou de certificat dans l'une des hypothèses suivantes :

1° Lorsqu'il a introduit son recours par la voie électronique ;

2° moyennant son consentement préalable et exprimé à échanger des communications électroniques produisant des effets juridiques à son égard.

L'absence d'une partie dûment convoquée n'affecte pas la validité de l'avis du Collège d'urbanisme.

Art. 6. Le Collège d'urbanisme dresse un procès-verbal de l'audition des parties en vue de sa communication au Gouvernement.

Art. 7. Lorsqu'une demande d'audition a été introduite conformément aux exigences de l'article 188/1 du CoBAT et du présent arrêté mais que le Collège d'urbanisme n'a pas procédé à l'audition dans le délai visé à l'article 188/2 du CoBAT, le Gouvernement invite les parties en vue de leur audition en se conformant au prescrit de l'article 5.